

de taux d'intérêt élevés, la surtaxe ne vaincra pas l'inflation. Elle perpétuera seulement la situation.

Jetons un coup d'œil sur quelques autres candidats à l'assistance sociale, s'il faut en croire les porte-parole de l'entreprise privée. Je veux parler de ceux à qui la surtaxe sur le revenu de leurs sociétés ne portera pas préjudice. Personne n'ignore, c'est certain, que le coût de la vie a augmenté. D'après le relevé des bénéfices trimestriels des sociétés, après déduction des impôts, pour 1968-1969, effectué par le Bureau fédéral de la statistique, l'industrie des aliments et des boissons a réalisé des bénéfices nets de 115 millions de dollars pendant le premier semestre de l'année courante, soit 27 millions de plus que pendant la période correspondante un an plus tôt. D'après les chiffres du BFS, l'industrie des aliments et des boissons a réalisé en 1967 un bénéfice net, après déduction des impôts, de 191 millions de dollars, bénéfice qui est passé à 227 millions en 1968 et qui, d'après les prévisions, enregistrera une hausse analogue en 1969.

Il y a une minute, je mentionnais la sidérurgie. Voyons les chiffres contenus dans le rapport du Bureau fédéral de la statistique en ce qui concerne les industries primaires de la métallurgie. Au cours du premier semestre de 1968, les bénéfices se sont élevés, après déduction des impôts, à \$113 millions. Pour la même période en 1969, les bénéfices ont été de \$129 millions. Il est intéressant de noter qu'il s'agit d'une époque où le ministre des Finances exhortait le secteur privé à suivre un régime d'austérité. Au terme du premier semestre de cette année, le montant des bénéfices a été supérieur de \$16 millions à celui de la période correspondante de l'an dernier. C'est dans ce secteur de l'économie qu'on a majoré de 6 p. 100 le prix de l'acier. Cette augmentation n'était justifiée en rien. Si les sociétés en cause étaient animées d'esprit civique, elles auraient, comme tout le monde, à cœur de lutter contre l'inflation et de se plier patriotiquement aux restrictions voulues. Mais non, elles se laissent emporter par une cupidité plus grande que jamais.

Il y a d'autres secteurs bien à plaindre, et envers lesquels le ministre des Finances ne veut pas être trop dur. Prenons l'industrie chimique et celle des produits chimiques, qui polluent allègrement nos eaux. Elles ont réalisé l'an dernier, une fois leurs impôts payés, des bénéfices nets de 134 millions de dollars. D'après le taux actuel de ses bénéfices pour les deux premiers trimestres de 1969, elles réaliseront des bénéfices de 16 millions supérieurs à ceux de l'an dernier.

Le secteur de la finance, de l'assurance et de la propriété immobilière, qui comprend nos

bons amis les banquiers, semble en très piteux état. En 1967, il a réalisé, une fois ses impôts payés, des bénéfices nets de 391 millions. En 1968, ça allait mieux, puisque les profits ont atteint 530 millions. Au cours des six premiers mois de 1969, ce secteur de notre société a réalisé des bénéfices nets de 296 millions après paiement d'impôts, ce qui représente une augmentation de 47 p. 100 par rapport au premier semestre de 1968.

À moins que le ministre des Finances, le gouvernement et le Parlement ne fixent un plafond ou n'imposent des restrictions à ce genre de mercantilisme exagéré et à l'avidité dont le secteur privé fait preuve, tous les projets de loi fiscaux du monde conçus pour combattre l'inflation demeureront sans effet. Ces sociétés se contenteront de majorer leurs taux d'intérêt et leurs prix pour absorber l'augmentation des impôts.

Il pourrait être intéressant de noter les secteurs de l'économie, figurant dans ce même tableau trimestriel du BFS, qui n'accusent pas de telles augmentations de leurs bénéfices nets. Le secteur des autres industries non manufacturières: agriculture, forêts, pêches, bâtiment—accuse pour le dernier trimestre de 1968 des pertes nettes globales de 18 millions de dollars. Au cours du premier trimestre de 1969, à chacun de ces postes, on a enregistré des profits nets, et pour le second trimestre, après déduction des impôts, des profits nets de 10 millions de dollars, soit 2 millions de moins que pendant les premiers six mois de l'année précédente. L'agriculture, les pêches, les forêts, le bâtiment, le blé, l'habitation, les pêcheries et l'industrie du bois de charpente ont tous été dans le marasme. C'est pourquoi je suggère que le ministre utilise dans ces domaines les 100 millions de dollars dont il ne sait que faire. Il est illusoire de penser que nous pouvons attendre de cette partie du secteur privé, celui des sociétés géantes, l'action volontaire de personnes morales exemplaires, qui tiennent compte des avis du gouvernement et du ministre des Finances (M. Benson). C'est une grande illusion, car l'affaire a déjà été tentée et n'a pas réussi. Mais les libéraux n'apprennent jamais rien. Ils sont chats de même race que ceux des années 30, 40 et 50. Ils n'apprendront jamais rien. Ils pratiquent encore la politique antédiluvienne qui n'a jamais réussi.

• (5.40 p.m.)

Il est possible que certains libéraux croient vraiment que si le ministre est assez persuasif, ces sociétés géantes, ces profiteurs, ces usuriers qui misent sur l'inflation, se laisseront convaincre et, ayant délibéré au sein de leurs conseils d'administration, n'augmenteront pas les prix ni les taux d'intérêt et diminue-